http://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article112

Quels modes d'action pour gagner vraiment ?

- EDUCATION EN LUTTE !
- Archives 2007-2013
-

Date de mise en ligne : samedi 5 septembre 2009

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Des conditions pour une lutte victorieuse...

Le caractère régressif de la politique sociale et éducative du gouvernement est maintenant compris par beaucoup de personnels de l'éducation.

Pour stopper cette régression et amener des alternatives, la volonté de se battre est également largement partagée, comme le prouvent les mobilisations récentes, avec des taux de grève parfois historiques, la participation massive aux manifestations, les initiatives multiples de sensibilisation et d'alerte, le mouvement de désobéissance qui reçoit un large soutien, bien au-delà des personnes qui s'y engagent directement...

Mais une absence de stratégie gagnante

Il manque aujourd'hui une stratégie commune pour transformer le rejet de ces politiques et cette volonté de se battre en rapport de force permettant de faire plier ce gouvernement, qui n'a que faire de l'expression de notre désaccord : il est décidé à passer en force.

Faute de stratégie gagnante, c'est la résignation qui gagne du terrain, y compris chez celles et ceux qui sont le plus opposé-e-s aux orientations actuelles.

Pour ne pas reproduire les impasses de ces dernières années, il faut qu'un débat ouvert et large soit mené parmi les personnels, à tous les niveaux, et pas uniquement à l'intérieur des syndicats ou de leurs instances.

En ce qui nous concerne, nous ne prétendons pas avoir de solution miracle. Nous essayons cependant en permanence de dire quels modes d'action sont à nos yeux susceptibles d'être réellement efficaces. Mais ce qui est remarquable, c'est l'absence de stratégie lisible de la plupart des organisations syndicales, en particulier de la part des organisations majoritaires.

Débattre sans tabou ni dogmatisme

Parce que nous ne nous résignons pas à cette absence de stratégie, qui mène tout droit à la résignation et à la défaite, nous souhaitons relancer ce débat, sans tabou, et sans dogmatisme. Pour nous, de toute façon, c'est à celles et ceux qui luttent de déterminer comment ils/elles veulent mener leur lutte.

À part les actions strictement corporatistes, c'est-à-dire quand la défense d'une catégorie de personnel joue contre les intérêts d'une autre, qui sont à l'opposé de notre conception du syndicalisme, nous refusons d'opposer une forme d'action à une autre : tout ce qui construit la lutte est bon à prendre.

Mais pour ne pas s'illusionner, il convient de distinguer les actions qui participent à la construction d'une mobilisation de celles qui peuvent permettre d'imposer des victoires sociales.

Faire connaître nos raisons de lutter et notre force

Les actions médiatiques, de sensibilisation, etc., sont, bien entendu, très utiles, parce qu'elles permettent de mettre

Copyright © SUD éducation 92

le débat sur la place publique, d'expliquer nos revendications, de gagner à notre cause une partie plus grande de la population. Mais face à un gouvernement de combat, qui a décidé de passer en force, elles ne peuvent être qu'un élément permettant de construire la mobilisation et de gagner le soutien populaire : elles ne permettront pas, seules, des victoires réelles. Il en va de même des rassemblements et des manifestations, qui permettent de renforcer un mouvement, de démontrer notre force collective, mais qui ne suffisent pas à créer un rapport de force victorieux.

Désobéir, résister

Les actions de désobéissance possèdent les avantages que nous venons de décrire, mais ont encore d'autres vertus. Elles provoquent davantage le débat. Elles participent à la radicalisation de la mobilisation, en permettant d'agir en cohérence avec sa conscience. Elles désacralisent la légalité, au nom de laquelle l'inégalité est instituée en norme. Généralisées, elles peuvent même rendre une politique inapplicable, caduque. C'est pourquoi Sud éducation, depuis longtemps, appelle à ces actions chaque fois que l'enjeu le justifie et soutient leur développement.

Cependant, ce mode d'action ne peut se substituer aux autres. S'il faut chercher sans cesse à inscrire cette pratique de désobéissance dans des cadres collectifs et construire une solidarité autour des désobéissant-e-s, elle renvoie toujours à des actes individuels, qui exposent les collègues à des choix et des situations difficiles. Il y a donc de vrais obstacles à sa généralisation massive. En outre, nous ne pensons pas que ce mode d'action puisse s'appliquer à tous les combats. Comment, par exemple, désobéir à des suppressions de postes, sinon en refusant de travailler dans ces conditions, ce qui s'appelle faire grève ? Comment désobéir au passage au Bac Pro en trois ans ? Comment désobéir à des fermetures d'options, de classes, d'écoles ? Comment désobéir pour une augmentation de salaire ? Etc.

La grève et le blocage, des armes incontournables des luttes des salarié-e-s

Le scepticisme quant à l'efficacité de la grève gagne du terrain chez les collègues. Chacun-e se rend bien compte que les journées isolées de grève et de manifestation sont inefficaces si elles ne débouchent pas sur la construction d'un vrai rapport de force.

Comme c'est la seule « stratégie » proposée par les organisations syndicales majoritaires ces dernières années, on comprend les réticences... Pourtant, l'insistance du Président et de son gouvernement à déconsidérer la grève devrait nous faire réfléchir.

Il y a grève et grève...

Les grèves d'une journée, secteur professionnel par secteur professionnel (éducation, santé, Poste, transports, etc.) n'ont en elles-mêmes aucune efficacité : elles ne peuvent être prises que comme des éléments qui permettent de lancer une mobilisation, et non comme une stratégie de victoire.

La seule grève qui pèse vraiment, c'est la grève qui bloque, c'est la grève qui entrave le fonctionnement économique et/ou institutionnel.

Il faut construire la grève générale reconductible !

Il n'y aura véritablement de retournement majeur du rapport de force en faveur des salarié-e-s que par une grève générale reconductible, qui s'attaque aux profits du patronat et des actionnaires et au fonctionnement des

Copyright © SUD éducation 92

institutions.

Aucun gouvernement ne peut résister longtemps à une grève générale : elle est l'arme principale des salarié-e-s, qui manifestent ainsi que ce sont bien eux et elles qui produisent les richesses que quelques-un-e-s s'accaparent. La simple crainte d'une grève générale amène les gouvernements à des reculs sectoriels, pour casser cette dynamique.

Sud éducation et Solidaires font de la construction de la grève générale reconductible leur première priorité.

Mais une grève générale reconductible ne se déclenche pas d'un coup, ni au même rythme dans tous les secteurs professionnels. Si aucun secteur ne part dans un mouvement radical, il n'y a pas de grève générale.

Des victoires sectorielles sont possibles, mais il faut s'en donner les moyens

Par ailleurs, si notre priorité est la construction d'un mouvement interprofessionnel dans la durée, nous pensons que même en son absence, des victoires sont possibles, y compris dans l'éducation, à condition cependant de s'en donner les moyens.

Pour les personnels de l'éducation, 2003 est une année qui compte : une grève longue, des journées, des semaines de salaire perdues. Cette défaite a laissé des traces qui pèsent encore aujourd'hui. L'échec, ses conséquences, restent durs à avaler. Les raisons de la défaite de 2003 sont multiples : attitude pour le moins ambiguë de certaines organisations syndicales, absence de réelle généralisation interprofessionnelle du mouvement, participation à la grève reconductible trop partielle, trop fragmentée...

Mais, pour Sud éducation, dans le secteur de l'éducation, le refus de toucher aux examens a été un facteur important de l'échec et de la situation dégradée dans laquelle nous nous trouvons depuis.

Pour un blocage collectif des centres d'examens

Nous savons que la grève des personnels de l'éducation n'impressionne pas beaucoup le gouvernement s'il sait à l'avance que tout rentrera dans l'ordre au moment où notre capacité de blocage pourrait devenir réelle et gênante pour le fonctionnement de la machine institutionnelle, c'est-à-dire au moment du passage des examens.

Le blocage des examens ne peut constituer un moyen de lutte en soi, mais il doit être affirmé comme une perspective dans le cadre d'une mobilisation radicale et de grade ampleur. Il ne peut être envisagé sans être en lien avec les lycéens et/ou les étudiant-e-s.

Le blocage collectif et organisé des centres d'examens (et d'abord du baccalauréat), nous parait une arme efficace que nous voulons mettre en débat le plus largement possible.

La question n'est pas de remettre en cause le baccalauréat. Il s'agit de bloquer des centres où il se passe, le temps que le gouvernement cède face à nos revendications. Nous pourrions nous engager à faire passer les examens (éventuellement sous d'autres formes) une fois la lutte terminée.

Il ne s'agirait pas d'appeler les seul-e-s correcteur/trice s à faire la « grève des examens » : ce mode d'action fait reposer toute la responsabilité sur des individus isolés face aux pressions diverses : il est inefficace. Ces blocages doivent être organisés et collectifs, ils doivent associer l'ensemble des personnels de l'éducation, mais également les

Copyright © SUD éducation 92

usager-e-s, les lycéen-ne-s, les étudiant-e-s, les parents d'élèves, et plus largement toutes celles et tous ceux qui soutiennent ce combat.

Ce genre d'action ne se fera pas à froid : il faudra que, dans les mois qui précèdent, la pression monte au niveau interprofessionnel comme dans le secteur de l'éducation, à travers des actions de lutte qui passeront par des manifestations avec les usager-e-s, des blocages divers, et des mouvements de grève, y compris reconductibles.

Texte adopté au congrès de la Fédération Sud éducation, mai 2009

Copyright © SUD éducation 92